

MESSAGER DE TAHITI

Journal Officiel des Etablissements français de l'Océanie,

PARAISANT TOUS LES VENDREDIS A 3 HEURES DU SOIR

TE VEA NO TAHITI.

MATANITI 26. — N° 4.

Mahana pac 26 teupuna 1877.

PRIX DE L'ABONNEMENT (par poste d'assemblée):

Un franc par an.
Tout envoi...
Un numéro: 50 centimes.

Pour les Abonnements et les Annonces, s'adresser à

IMPÉRIE DE GOUVERNEMENT.

PRIX DES ANNONCES (au comptant):

Les petites annonces... 5 centimes la ligne.
Les déclares... 10 centimes la ligne.
Les ententes commerciales se présentent la moitié du prix de la preuve insérée.

SOMMAIRE.
PARTIE OFFICIELLE. — Dépêche ministérielle. — Budget... — Avancement des travaux... — Portefeuille composé de la liste des assesseurs... — Portefeuille composé du bureau de l'assistance judiciaire... — Portefeuille nommé de deux huissiers suppléants... — Remonstrance... — Arrêté du hautement administratif... — Arrêté du hautement administratif... — Arrêté du hautement administratif... — Nouvelles locales... — Arrivée du courrier... — Bulletin bibliographique... — Liste des lettres (2^e publication)... — Société des Etudes océaniennes et marines... — Mouvement commercial... — Mouvements de port... — Carte... — Annonces.

PARTIE OFFICIELLE

Dépêche ministérielle (établissement des Invalides : Peuves et secours) donnant information que les époques de paiement des pensions de la caisse des Invalides de la marine ne doivent pas être changées.

Paris, le 23 novembre 1876.

Monsieur le Commandant, — J'ai l'honneur de vous informer que les dates de paiement des pensions à l'ordre de l'établissement des Invalides de la marine doivent faire subir les modifications déterminées par l'article 13 de la loi de finances du 12 octobre dernier, concernant celles inscrites sur le grand-livre de la dette publique.

Les pensionnaires de la marine, qui sont, pour la presque totalité, payés par leurs comptables spéciaux de l'établissement des Invalides, continueront donc à recevoir leurs mandats trimestriels le 1^{er} janvier, 1^{er} avril, 1^{er} juillet et 1^{er} octobre de chaque année.

Récevez, etc.

Pour le Ministre et par son ordre :

Le Commissaire général
Directeur de l'Etablissement des Invalides.
Signature : CALVE.

Par dépêche en date du 11 novembre 1876, M. le Commandant Commissaire de la République a été informé que, sur la demande de M. Chapuis, lieutenant de vaisseau, nommé récemment au commandement des bateaux de la marine, il avait été autorisé à embarquer et des soldats à autoriser l'embarquement, au choix, sur ces derniers, de M. l'enseigne de vaisseau Masseron (Henri-Joseph). Cet officier devait prendre passage en même temps que son capitaine, sur le transport *Tage*, le 15 décembre dernier, à l'effet de se rendre à sa destination.

Par arrêté en date du 8 novembre 1876 du directeur général de l'Enregistrement, des Domaines et du Timbre, M. Rondouin (Emmanuel-Auguste-Léopold-Marie), receveur de 4^e classe, est appelé à prendre rang dans la 3^e classe des receveurs.

Noz, Commandant des Etablissements français de l'Océanie, Commissaire de la République aux îles de la Société.

Vu l'article 27 du décret du 18 août 1868 sur l'organisation de la justice aux Etablissements français de l'Océanie et aux Etats du Protectorat ;

Vu l'article 10 de l'arrêté du 23 mars 1869 concernant l'exécution des lois, décrets et ordonnances dans lesdits Etablissements français de l'Océanie ;

Vu la liste des notables de Tahiti et de Moorea dressée par M. l'ordonnance f.f. de Directeur de l'Intérieur ;

Sur la proposition du Chef du service judiciaire,

AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Art. 1^{er}. La liste sur laquelle les assesseurs du tribunal criminel doivent être tirée au sort est composée, pour l'année 1877, de :

MM. BOUVIN (Pierre), procureur;	MM. CHAMP,
CHARLÉ (Victor), d ^e	CHARILLE,
CARDELLA,	d ^e
GUILLET (Ariste-Léopold), d ^e	LAMARÉ,
MALASÉG,	d ^e
MARTIN (Louis),	d ^e
ROSIN,	d ^e
WEIL, négociant.	

Art. 2. Le procureur de la République, chef du service judiciaire, est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Messager*, inséré au *Bulletin officiel des Etablissements*, enregistré et communiqué partout où besoin sera.

Parce que, le 17 janvier 1877.

Papeete, le 17 janvier 1877.

L. MICHAUX.

— Par le Commandant Commissaire de la République : —
Le Procureur de la République, Chef du service judiciaire,

R. Pons.

Noz, Commandant des Etablissements français de l'Océanie, Commissaire de la République aux îles de la Société.

Vu l'article 38 du décret du 18 août 1868 portant organisation de la justice dans les Etablissements français de l'Océanie et les Etats du Protectorat ;

Vu l'arrêté du 26 février 1876 ;

Sur la proposition du chef du service judiciaire,

AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Art. 1^{er}. Le gendarme Richard, chef du poste à Moorea, est nommé huissier suppléant près les tribunaux du Protectorat, en remplacement du gendarme Santal.

Art. 2. Le chef du service judiciaire est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Messager*, inséré au *Bulletin officiel des Etablissements*, enregistré et communiqué partout où besoin sera.

Parce que, le 19 janvier 1877.

L. MICHAUX.

Par le Commandant Commissaire de la République :

Le Chef du service judiciaire.

R. Pons.

Noz, Commandant des Etablissements français de l'Océanie, Commissaire de la République aux îles de la Société.

Vu l'article 38 du décret du 18 août 1868 portant organisation de la justice dans les Etablissements français de l'Océanie et les Etats du Protectorat ;

Vu l'arrêté du 26 février 1876 ;

Sur la proposition du chef du service judiciaire,

AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Art. 1^{er}. Le gendarme Thibaut, chef du poste d'Atimaono, est nommé huissier suppléant près les tribunaux du Protectorat, en remplacement du gendarme Chevallier.

Art. 2. Le chef du service judiciaire est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Messager*, inséré au *Bulletin officiel des Etablissements*, enregistré et communiqué partout où besoin sera.

Parce que, le 23 janvier 1877.

L. MICHAUX.

Par le Commandant Commissaire de la République :

Le Chef du service judiciaire.

R. Pons.

Par décision du Commandant Commissaire de la République en date du 19 janvier 1877, MM. Bonnefond et Drollet, membres de l'ancien comité de la Caisse agricole, et Langomazino père, membre du Comité central d'agriculture et de commerce, ont été nommés membres du comité de la Caisse agricole réorganisée.

Par décision du Commandant Commissaire de la République en date du 24 janvier 1877, le sieur Macé est nommé pilote pour le port de Papeete.

Par décret de l'Ordonnateur en date du 1^{er} janvier 1877, les indigènes Teaha, Hoore, Taura et Punua ont été nommés contreurs à éventuellement chargés du transport de la correspondance de Papeete à Hitiava, d'Hitiava à Taravao, de Papeete à Mataiea, et de Mataiea à Taravao.

Mai te au i te fasia ran a te Oronotane no te i te nomarue 1877, na fatoria hia na tatau ra o Teaha, Hoore, Taura e o Punua si afi e to puteven, na pi i te paahorofena, mai Papenepu atu e Hitiava, Hitiava 'tu e Taravao, Papeete 'tu e Mataiea, Mataiea 'tu e Taravao.

Par le Commandant Commissaire de la République :

Le Chef du service judiciaire.

R. Pons.

Noz, Commandant des Etablissements français de l'Océanie, Commissaire de la République aux îles de la Société.

Vu l'arrêté du 8 octobre 1873 portant organisation de l'assistance judiciaire dans les Etats du Protectorat ;

Vu la liste des notables dressée par l'ordonnance f.f. de Directeur de l'Intérieur, conformément à l'article 1^{er}, § 3, dudit arrêté ;

MINISTÈRE DE L'ORDONNATEUR

MARITIME.

L'ordonnateur rappelle à M. les armateurs, capitaines et partisans des navires armés que la loi de l'Empereur, que ce règlement délivre, n'a pas pour objet que ces navires doivent être renouvelés annuellement; ainsi que les congés de mer devront aux bateaux portés non moins de rôles d'équipage.

Il est nécessaire à se conformer, sous peine de poursuites, à cette prescription réglementaire.

Ordre général n° 5 de nos ministres.

Direction des Affaires Indigènes

A parution le 15 février, tous ceux non munis d'une plaque d'impost seraient de l'ordre.

Des plaques se délivrent à la direction des affaires indigènes, pour l'ordonnateur.

Dans les districts, elles sont délivrées par les corps auxquels

ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

HAUTE-COUR TARITIENNE

Présidéry Session de l'année 1876

Présidence de M. DUMONT, ministre de l'Intérieur, et de l'Administration publique, et de l'Artillerie et de la Marine.

Assistance du 14 février 1876, à la session de l'Assemblée nationale.

Entrevue avec l'ordonnateur, et les divers membres de sa famille, appartenant à une partie.

Et Taxis-Otore A., propriétaire demeurant au même lieu, intimalement connu et en état d'assister.

Au sujet des rapports de Pafau et de Vaisamoe, dit aussi Vaisamone, et d'Afet-Pia, nées sous le district de Teavao-Teahoro.

V. A. Taxis-Otore, décret du 6 octobre 1875 par l'ordonnateur à Taxis I., le jugement rendu par le conseil du district de Teavao-Teahoro, à la date du 10 septembre de la même année.

Considérant que cet appel est réglé en la forme et fait dans les délais, il fait droit et statuant au fond, les parties devant disposer de faire valoir leurs réclamations, et le jugement étant établi, il convient d'annuler des articles 52 et 51 de la loi du 20 novembre 1855 et du jugement attaqué.

Ayant entendu l'appelant en ses griefs, l'ordonnateur en ses conclusions, et le ministère public en ses conclusions;

Apres en avoir délibéré conformément à l'ordonnance de la Reine Porteuse, le 21 décembre 1876.

Or l'ordonnateur fait à la violation de l'article 29 de la loi du 20 novembre 1855, et au jugement attaqué.

Considérant, en l'espèce, qu'il importe de ne savoir si l'appelant se fonde sur le fait de posséder un fond:

Considérant que c'est à juste titre que l'appelant a fondé ses droits de propriété sur la partie de la terre des terres des îles Bono ou Pafau, Pia et Vaisamone ou Atamanavane;

Que par sa généalogie il distingue parfaitement les droits qu'il réclame aujourd'hui;

Que dans les témoins entendus à l'appui de ladite généalogie ont fait le prouesse qu'il est pour ses anciennes propriétaires desdites terres, et que, comme tel, il doit en avouer la possession.

Qu'il est donc à tort que le conseil du district a attribué la propriété desdites terres à Taxis à Otoore I. et sa famille, et qu'il convient d'informer l'ordonnateur;

Pour ces motifs,

Sans s'interdire ni avoir égard au surplus des concessions respectives des parties, dont elles sont et devraient débouter, il convient le jugement du conseil du district du 6 septembre 1875, qui a été déclaré à l'ordre, déboute Taxis à Otoore I. de ses présentions à la propriété des terres tierces; dit Taxis Otore I. Taxis à Otoore I. et les deux autres propriétaires des terres Husu ou Pafau, Pia, Vaisamone ou Atamanavane, et que comme tels ils doivent seuls en avoir la pleine, entière et exclusive possession; condamne Taxis à Otoore I. à tous les dépens, l'ordonnateur à la somme de cent cinquante-deux francs.

PARTIE NON OFFICIELLE

Arrivée de l'ordre.

Le croiseur Bayot a mouillé sur l'île de Paupi vendredi dernier 25 janvier, rentrant ce dernier, des Marques.

Le croiseur Lutin a pris la mer hier jeudi 25 du courant.

Arrivée du courrier.

Le brigadier Edward est arrivé de San Francisco samedi dernier 20 janvier, apportant le courrier.

BULLETIN TÉLÉGRAPHIQUE

Opérations militaires de Courser et San Francisco.

FRANCE

Paris, 10 décembre. — La crise administrative est terminée. Jules Simon a été nommé président du conseil et ministre de l'intérieur. Mariot prend la portefeuille de la justice, et tous les autres membres du cabinet conservent leurs portefeuilles à l'exception de Duflaur et Macrèse, qui se retirent.

Versailles, 11 décembre. — Jules Simon a été élu au bureau de la Chambre qu'il était républicain de conviction et conservateur en même temps. Quoique entièrement dévoué à la liberté de conscience, il n'en était pas moins sincèrement religieux. Il a ajouté que le président d'un gouvernement constitutionnel. Le nouveau cabinet était d'un parfait communisme d'idées et de sentiments avec la majorité de la Chambre. Mais il a terminé par prononcer les paroles suivantes : « On ne saurait établir la véritable liberté d'un gouvernement, fort et uni. Il faut donc que tous les fonctionnaires soient requis non seulement d'obéir aux ordres, mais d'appliquer rigoureusement la loi, non seulement à temps, mais d'offrir l'exemple de respect pour le gouvernement qu'ils servent. Nous serons excessivement stricts sur ce point. Les applaudissements répondues par la gauche ont salué cette déclaration. Jules Simon a prononcé les mêmes paroles devant le Sénat et y a obtenu l'acclamation.

Paris, 15 décembre. — La République française, organisme de Gambetta, approuve sans réserve le programme ministériel et ajoute que les déclarations faites par Jules Simon à la Chambre sont de nature à assurer l'opinion publique.

Versailles, 15 décembre. — La Chambre des députés a confirmé la rédaction de M. de Muze, clercal, dont la première élection avait été contestée par suite de l'influence du clergé pour le faire nommer.

Versailles, 16 décembre. — Bonsoir Sibor, membre du Sénat, vient de mourir. A la Chambre des députés, le débat sur le budget a été résolu, et malgré l'opposition de Su, ministre des finances, la Chambre vota, par 393 contre 116, la suppression de l'octroi sur le sel. M. Gambetta a parlé châtiador pour cette mesure. Toutes les questions du budget ont été votées, et la Chambre s'est adjournée jusqu'à vendredi prochain.

Paris, 16 décembre. — M. de Laval, légitimement, a été élu sénateur pour le département de Tarn-et-Garonne.

Versailles, 19 décembre. — Au sujet du budget, M. Pouyer-Quertier, président de la commission temporaire, a proposé que le Sénat fasse rétablir au budget les prérogatives en faveur des autorités de l'armée, que la Chambre des députés avait totalement supprimées. Il a dit à ce sujet que le Sénat devait faire prévaloir les prérogatives de l'armée, aussi librement que la Chambre des députés. Cette proposition, si elle est adoptée, ne pourra manquer d'amener un conflit entre les deux Chambres. Les républicains scatentent que, d'après la Constitution, le Sénat n'a pas le pouvoir de prendre des mesures d'initiative et conséquemment ne saurait faire insérer de nouveau au budget une concession ou allocation quelconque que la Chambre des députés aurait rejetée.

AFFAIRES D'ARMÉE

Saint-Pétersbourg, 22 novembre. — Le czar a reçu en audience plusieurs hauts personnage politiques russes qui a manifesté l'espoir de voir se maintenir la paix dans le spoliat qui l'oppose à la Turquie.

Saint-Pétersbourg, 23 novembre. — Le czar a reçu aujourd'hui l'ambassade ottomane et lui a renouvelé l'assurance de faire son possible pour le maintien de la paix.

Kitchener, 6 décembre. — Le grand-duc Nicolas, commandant en chef de l'armée russe, est arrivé ici hier avec tout son état-major.

Constantinople, 7 décembre. — Les plénipotentiaires européens ont tenu aujourd'hui leur première séance préliminaire après le programme convenu d'avance à l'ambassade russe. Il règne en ce moment une grande agitation parmi les Turcs et les fils des plus grandes familles ottomanes dans l'armée.

Constantinople, 8 décembre. — Sébasto-Pacha, ministre des affaires étrangères, a envoyé, aux divers représentants de la Turquie, un message déclarant que la Porte n'était nullement responsable de la déplorable condition dans laquelle se trouvent quelques-unes de ses provinces. On a dû prendre des mesures énergiques, après avoir employé tous les modes de conciliation possibles ; la Porte est à la veille d'adopter des mesures de répression capable de satisfaire tous ses sujets, de quelque race ou de quelque religion qu'ils soient. Sébasto-Pacha a dit dans ce message que l'attitude de modération de la Turquie doit être une garantie sûre de l'introduction des réformes, et que par conséquent il n'y a aucun motif pour que les Turcs ne se sentent obligés de résister et d'empêcher la Turquie.

Constantinople, 12 décembre. — Les plénipotentiaires semblent être tombés d'accord que la Bulgarie doit être placée sous un gouvernement chrétien. La question de la Bosnie a été agitée, mais aucune décision n'a été prise à cet égard.

Constantinople, 13 décembre. — L'absence des représentants de la Porte à la conférence préliminaire a créé ici une impression favorable. Le fait que la Russie se pose ainsi en juge et partie forme l'objet de toutes sortes de commentaires dans les cercles politiques en Turquie.

Constantinople, 16 décembre. — Le ministre bulgare a communiqué aux plénipotentiaires, pour être soumis à la conférence,

